

septembre voilà, avec le Mexique, les difficultés que l'empereur rencontre, redoute et doit conjurer. Il voit ces difficultés grandir et à la veille d'éclater. Toute sa politique est en travail pour les vaincre. Il croit que le seul moyen d'asseoir l'Italie, de la délivrer des mains révolutionnaires et, en même temps, de sauver la papauté à Rome, c'est d'obtenir l'abandon de Venise. Venise, à ses yeux, doit sauver Rome. Il pense qu'en réalisant son programme de Milan : L'Italie de la Méditerranée à l'Adriatique, il sera assez maître de la situation pour pouvoir dire à l'Italie satisfaite : Je vous apporte Venise, mais il faut renoncer à Rome : c'est la volonté de la France et la nécessité imposée par le monde catholique.

J'ai exposé ces vues dans mes écrits de l'année dernière. J'ai tâché de définir les avantages et les difficultés de ce plan ; j'ai la conviction que le cabinet des Tuileries a poursuivi cette politique, à Vienne, depuis trois ans. Il n'avait pas encore réussi, mais il pouvait croire l'heure du succès très-proche.

« La France impériale, disais-je en 1865, n'a que trois issues pour sortir de la situation créée par la guerre d'Italie. La première, c'est l'abandon de Rome, c'est le programme révolutionnaire à l'extérieur et à l'intérieur ; j'ajoute : c'est la chute de l'empire ! La seconde, c'est la cession de Venise obtenue par la diplomatie, c'est l'alliance avec l'Autriche. La troisième, c'est la conquête de la Vénétie par la guerre, c'est l'alliance avec la Prusse. Napoléon III sera l'allié de celle des deux puissances allemandes qui l'aidera le plus efficacement à conjurer les périls qui ne peuvent manquer de faire explosion, en Italie, le jour où le

traité du 15 septembre obligera l'armée française d'évacuer Rome. En attendant, il hésite, se recueille et regarde. »

## II

Voilà, mon cher ami, le résumé de mon livre, au point de vue européen.

Me suis-je trompé ? La situation extérieure, telle que je l'ai aperçue et dépeinte, n'est-elle pas celle au rapide développement de laquelle nous assistons. Ceux qui, à la tribune et dans la presse, m'ont accusé d'exagérer mes craintes, d'écrire un roman de fantaisie et d'assombrir à plaisir le tableau que je faisais de cette situation, ne doivent-ils pas reconnaître que, malheureusement j'avais bien vu ? Mes prévisions, en ce qui concerne les affaires de l'Allemagne, l'antagonisme austro-prussien et les alliances que ces événements peuvent faire naître, on les appelait imaginaires : aujourd'hui, ce sont les prévisions de tout le monde ; elles courent les rues et elles sont déplorablement dépassées.

Le traité de Gastein est déchiré. Une guerre sourde s'est faite entre l'Autriche et la Prusse sur le terrain de cette convention, depuis le jour de sa signature, le 14 août 1865, jusqu'en février dernier ; c'est la phase diplomatique : elle a été courte. La dépêche du comte de Bismark, du 26 janvier, remise à Vienne, et celle du comte de Mensdorff, du 7 février, transmise à Berlin, nous ont fait assister à ces luttes où la divergence absolue d'intention et de vue a été placée en pleine lumière.

Le conflit dont on avait semé le germe dans la convention de Gastein a éclaté. L'ambition de la Prusse a déployé toutes ses voiles. Elle veut ouvertement l'annexion